

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Rapport d'évaluation

Master Science politique

- Ecole normale supérieure de Lyon

Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Pour le HCERES,¹

Didier Houssin, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2014-2015

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Sciences politiques

Établissement déposant : Ecole normale supérieure de Lyon

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Le master *Science politique spécialité Asie orientale contemporaine* (ASIOC) se déroule sur une seule année, celle de 2^{ème} année de master (M2). Il est porté par l'Ecole normale supérieure de Lyon (ENS Lyon), en partenariat avec l'institut d'études politiques (IEP) de Lyon. L'encadrement pédagogique et scientifique doit beaucoup à l'institut d'Asie Orientale (IAO) (unité mixte de recherche).

Cherchant à développer une solide compétence sur l'aire géographique Asie Orientale, à faire des étudiants des experts des sociétés asiatiques contemporaines, ce master cherche à combler un vide de formation universitaire (beaucoup de formations orientalistes relèvent de l'étude de la civilisation au sens patrimonial du terme, et laissant peu de place à l'ouverture sur le monde contemporain et les problèmes géopolitiques ou géoéconomiques).

Le master ASIOC possède un double positionnement, puisqu'il accueille des étudiants se destinant aussi bien à la recherche qu'à occuper des emplois liés à l'expertise (emplois de chargés de mission et d'études). On peut regretter que les types de postes visés soient mentionnés de manière trop générale et allusive.

L'offre pédagogique de ce M2 comprend cinq UE obligatoires, sans proposer d'UE optionnelles. Le semestre 3 est composé d'une UE « Outils linguistiques », de deux UE « Connaissance de l'Asie », d'une UE « mémoire de recherche ou de stage : outils et application ». Le semestre 4 est quant à lui consacré au stage ou au mémoire de recherche. De manière classique, les enseignements sont proposés sous forme de séminaires (parmi les sept séminaires « connaissance de l'Asie », les étudiants en choisissent quatre qui sont répartis en deux UE permettant l'obtention de 16 crédits). Concernant l'intitulé des enseignements, le lien avec la mention « science politique » ressort partiellement. Si l'enseignement d'une langue étrangère est une réalité commune à la plupart des masters, il revêt ici une importance cruciale, qui se traduit dans la sélection à l'entrée (maîtrise minimale du Japonais ou du chinois) et dans la place accordée à l'enseignement (quatre heures hebdomadaires).

La mise en pratique des compétences s'effectue, soit par le biais d'un stage (d'une durée d'un semestre) donnant lieu à un mémoire de stage, soit par le biais d'un mémoire de recherche.

Avis du comité d'experts

Le master ASIOC bénéficie d'une bonne lisibilité dès lors qu'il comporte une seule spécialité, *Asie orientale et contemporaine*. Il bénéficie d'une large intégration à l'Institut d'Asie orientale (IAO), unité mixte de recherche de l'ENSL, qui lui procure des ressources pédagogiques et scientifiques de premier plan. Cet adossement permet en outre aux étudiants de bénéficier des partenariats avec les universités asiatiques (Chine, Japon, Corée, Indonésie, Vietnam). Les étudiants peuvent y effectuer, soit des séjours académiques de terrains, soit des stages. En 2013/2014, sur une petite promotion de 15 nouveaux inscrits, 14 étudiants sont allés en Asie pour leurs terrains de recherche ou des stages. Un chiffre en augmentation.

La formation proposée aux étudiants est relativement peu modulable au sens où la seule véritable différence proposée aux étudiants qui se destinent à la recherche et aux autres réside dans l'alternative entre la rédaction d'un mémoire ou l'accomplissement d'un stage. Sur une promotion d'étudiants aussi réduite, il apparaît difficile d'offrir des parcours plus personnalisés. Quant à l'hypothèse d'une préparation aux concours publics (évoquée), la formation apparaît assez éloignée.

Si la question des langues apparaît centrale (sélection à l'entrée, consolidation linguistique avec quatre heures par semaine), la diversification des enseignements (sur le plan des objets et des approches (sous)disciplinaires) apparaît comme un atout (en faire des généralistes) et une limite (en termes de positionnement professionnel). Alors que les enseignements font finalement assez peu de place à la question de l'économie ou des relations Europe-Asie, ceux de l'UE2 « Connaissance de l'Asie » (sur la décolonisation en Indochine, la religion et la politique au Tibet) peuvent se révéler assez peu professionnalisant (pour ceux qui ne se destinent pas à la recherche). Cette interrogation sur l'aspect « professionnalisation » est redoublée par le fait que le document reste muet sur les interventions de professionnels (sauf à ce que le document ait omis ce volet, cette absence apparaît préjudiciable). Finalement, la professionnalisation semble avant tout passer par la réalisation d'un stage.

Autant la formation entretient un lien étroit et judicieux avec l'institut d'Asie orientale (rattaché à l'Ecole doctorale Sciences Sociales du site lyonnais), autant le positionnement du M2 dans l'offre de formation de l'ENSL ressort peu. Ce M2 apparaît surtout jusqu'ici comme l'un des débouchés pour les étudiants de l'IEP de Lyon, comme l'attestent les chiffres sur l'origine des étudiants. Au-delà d'effectifs réduits (ils oscillent autour d'une dizaine d'étudiants, avec un « léger mieux » en 2013/2014), la plupart des étudiants viennent de l'IEP de Lyon, alors qu'un seul par promotion est issu de l'ENSL. Il existe, dans le nouveau quinquennal, un projet de rattachement à un M1 de sciences sociales de l'ENSL dans lequel les langues asiatiques seraient offertes.

A l'échelon national, il est indiqué que l'IEP de Paris propose une formation très comparable au travers du master d'Analyse comparative des aires politiques. L'interrogation porte néanmoins davantage sur l'offre régionale. Si l'existence d'un M2 *Affaires asiatiques* à l'IEP de Lyon semble davantage complémentaire que concurrentielle (ce master étant plus spécialisé sur le monde économique), des zones de recouvrement existent. On peut se demander jusqu'où les deux masters ne pourraient devenir deux spécialités d'une même mention (avec un tronc commun), facilitant la mise en place de parcours plus modulables. Mais son rattachement au champ « science politique » sera alors mis en débat.

Concernant le lien avec le mode socio-économique, les débouchés ne peuvent être réduits à l'environnement régional, même si on note que la région lyonnaise semble vouloir développer une forte ouverture sur l'Asie comme en attente la mission de prospection en Asie organisée par le Grand Lyon (juillet 2013). Le problème vient davantage du fait que le dossier est peu disert sur la manière dont des liens se tissent avec les organisations publiques comme privées, qu'il s'agisse des stages ou des débouchés professionnels.

Alors que le taux de réussite, calculé à partir d'un ratio diplômés/diplômables, fait apparaître une réussite relativement élevée (autour des 90 %), l'insertion professionnelle montre, à partir des résultats d'une enquête de septembre 2014 (30 répondants sur 71 diplômés) une insertion réussie, qu'il s'agisse de la recherche (poursuite d'études avec financement), ou qu'il s'agisse de l'occupation d'emplois (une majorité d'étudiants a trouvé un emploi dans les six mois consécutifs à l'obtention du diplôme, dont presque la moitié dans des pays asiatiques). Le dossier fait état de quelques exemples d'insertion (BIT, ONG comme handicap international) ou encore dans des entreprises privées avec des positions de type analyste, chargé d'études ou consultant.

Éléments spécifiques

Place de la recherche	La spécialité bénéficie d'une large intégration à l'IAO (unité mixte de recherche). Le lien entre formation académique et recherche ressort de manière satisfaisante.
Place de la professionnalisation	Le document se montre peu disert sur l'acquisition de compétences professionnelles autres que méthodologiques et rédactionnelles. Il ne fait pas ressortir de réflexion approfondie sur les compétences professionnelles acquises, et celles attendues par les employeurs.
Place des projets et stages	Le 2 nd semestre de l'année de M2 peut être consacré à la réalisation d'un stage (alternativement au mémoire de recherche), d'une durée (minimale) de trois mois. Ces stages permettent à la fois une professionnalisation et pour beaucoup une immersion dans un pays asiatique.
Place de l'international	L'internationalisation trouve logiquement sa place. Le fait d'adosser le master aux ressources de l'IAO permet de bénéficier des partenariats avec les universités asiatiques dans lesquelles les étudiants peuvent effectuer des séjours académiques de terrains. En 2013/2014, sur une petite promotion de 15 nouveaux inscrits, 14 étudiants sont allés en Asie pour leurs terrains de recherche ou des stages. Un chiffre en augmentation.

Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	En formation initiale, la grande majorité des étudiants de ce M2 est issue de la 4 ^{ème} année de l'IEP de Lyon. En formation continue (dont le nombre de places n'est pas précisé), la formation s'adresse à des personnes employées dans des institutions publiques. Dans les deux hypothèses, la sélection des étudiants permet de s'assurer d'une maîtrise linguistique minimale. Le master connaît jusqu'ici un recrutement limité (en nombre) et peu diversifié (origines).
Modalités d'enseignement et place du numérique	Les modalités d'enseignement combinent l'organisation de séminaires orientés vers la connaissance de l'Asie, une UE « outils linguistiques », et une UE « mémoire de recherche ou de stage : outils et application ». Le second semestre est entièrement consacré au mémoire ou au stage. La place du numérique n'est pas renseignée.
Evaluation des étudiants	Le document est relativement elliptique sur le mode d'évaluation des étudiants (à l'exception du mémoire).
Suivi de l'acquisition des compétences	Pas renseigné
Suivi des diplômés	Le master dispose d'une étude de suivi récente (septembre 2014) permettant d'exploiter 30 réponses (sur les 71 diplômés contactés). Cette étude fournit des données assez précises quant à la poursuite (études ou emploi), à la durée de recherche d'un emploi (inférieure à six mois pour beaucoup), à la répartition géographique des emplois. Il est également indiqué que le nombre de diplômés poursuivant en thèse s'avère en baisse. Avec le temps, le master devrait disposer d'informations portant sur un échantillon élargi.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	La formation ne dispose pas de procédure d'évaluation spécifique en provenance des étudiants. Une étude prospective d'autoévaluation est en cours.

Synthèse de l'évaluation de la formation

Points forts :

- La formation dispose d'un environnement pédagogique et de recherche de qualité (ENSL, IAO, nombre de HDR...).
- Le master bénéficie d'une relativement bonne ouverture internationale (stages et terrains d'étude, insertion professionnelle).
- L'insertion des étudiants (qu'il s'agisse de la recherche ou des emplois occupés) apparaît globalement satisfaisante (même si l'étude porte sur un échantillon réduit à ce stade).

Points faibles :

- Le M2 n'est pas adossé à un M1 (mais il existe le projet de le rattacher à un M1 de l'ENSL).
- Le master connaît un recrutement limité en nombre et peu diversifié.
- L'enseignement devrait permettre de faire plus fortement émerger des champs de connaissances et de compétences, et à mieux associer le monde professionnel.
- Le master propose une assez faible modularité des cours au regard de son double positionnement (recherche ou non). Peut-être faudrait-il mieux différencier les parcours à l'intérieur du master en proposant un tronc commun et des contenus pédagogiques distincts (une hypothèse compliquée au regard des effectifs).

Conclusions :

Si ce master présente un intérêt en termes de débouchés professionnels, et jouit de son adossement à de solides ressources scientifiques et pédagogiques, il gagnerait à se professionnaliser et à faire des choix plus affirmés quant aux connaissances et compétences visées (comparativement au master lyonnais *Affaires asiatiques*). Peut-être faudrait-il l'envisager comme un parcours au sein d'une mention master réunissant le master *Affaires asiatiques* de l'IEP de Lyon. Le recrutement limité et peu diversifié plaide dans le sens d'une logique de site lyonnais mieux intégrée au niveau de la mention.

Observations de l'établissement

Réponse à l'évaluation par le HCERES du Master Science politique

L'ENS de Lyon remercie le HCERES pour l'évaluation de ce master. Elle a été particulièrement attentive aux remarques formulées par le comité sur la spécialité *Histoire de la pensée politique*, dont elle assure la gestion ; nous souhaiterions apporter quelques précisions.

- Effectifs réduits de la spécialité

« Le point le plus négatif vient des effectifs réduits », soulignent les experts. Créée en 2004-2005, la spécialité *Histoire de la pensée politique* a vu ses effectifs croître régulièrement, pour se stabiliser autour d'une douzaine d'étudiants (13 l'an dernier, 11 cette année). L'intégration de la spécialité comme parcours spécifique au sein de la spécialité Sociologie politique du Master Sciences sociales, pendant trois ans (2007-2008, 2008-2009, 2009-2010) n'avait alors pas eu d'effet notable en termes de flux.

Portée par l'ENS de Lyon, qui en assure la responsabilité administrative et pédagogique, et organisée en partenariat avec l'IEP de Lyon, cette spécialité à finalité recherche n'a pas vocation à accueillir un grand nombre d'étudiants. Deux conditions, en effet, paraissent nécessaires à sa qualité : une sélection rigoureuse, sur la base du cursus des candidats, de leurs motivations et de leur projet de recherche ; le suivi personnalisé des étudiants (encadrement méthodologique, accompagnement du travail de recherche) tout au long de l'année. Ces choix sont conformes aux caractéristiques de la formation assurée à l'ENS de Lyon ; il convient de noter qu'ils répondent également aux axes stratégiques de développement que l'établissement a définis en décembre 2014.

Au-delà de l'aspect quantitatif, il faut souligner la place importante de la spécialité dans le dispositif d'initiation à la recherche mis en œuvre par l'UMR 5206 Triangle (Action, discours, pensée politique et économique), son ouverture à l'international, à travers la convention avec le Frankreich-Zentrum de Freiburg, mais également grâce aux diverses bourses permettant chaque année d'accueillir des étudiants étrangers, la forte interdisciplinarité de ses enseignements, la diversité du recrutement, enfin, au plan géographique, nombre d'étudiants venant de différents IEP de province, via le système de la mutualisation.

- Projets et stages

Dans le contrat 2011-2015, la formation n'intégrait pas de stage. Les étudiants étaient associés aux manifestations scientifiques du laboratoire Triangle (colloques, journées d'étude, séminaires transversaux) et aux activités des « laboratoires juniors » dans lesquels certains d'entre eux étaient directement impliqués. Le prochain contrat permettra de mettre en place un stage.

- Suivi de l'acquisition des compétences

Les experts soulignent l'absence d'un dispositif d'acquisition des compétences ; cela tient à la formation telle qu'elle est assurée à l'ENS de Lyon, pour des flux réduits.

Les étudiants inscrits dans la spécialité *Histoire de la pensée politique* doivent avoir acquis, au terme de la formation, une réelle autonomie dans la mise en œuvre d'un projet de recherche, tant à travers l'usage des ressources bibliographiques que dans l'élaboration d'une réflexion originale et rigoureuse. L'accent est mis, notamment, sur l'utilisation critique des sources et la capacité de problématisation. Le suivi de l'acquisition de ces compétences s'effectue à travers des entretiens réguliers avec les directeurs de mémoire, une conférence-bilan à mi-parcours dans le cadre du séminaire de méthodologie et la synthèse finale proposée à l'occasion de la soutenance du mémoire.

Fait à Lyon le 18 mai 2015

Jean-François PINTON

Président de l'ENS de Lyon

